



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Fraude bancaire

Les banques européennes renforcent la sécurité des clients
D'ici deux semaines, les banques européennes passent à la vitesse supérieure contre la fraude aux virements. Les virements en zone euro entreront dans ... • (Page 08)

Economie

L'Élysée gèle sa dotation budgétaire pour la deuxième année consécutive
La présidence de la République a confirmé dimanche qu'elle ne solliciterait pas de moyens supplémentaires en 2026. Une décision ... • (Page 08)

Dr. Edoh Kossi Amenounvé au SFA 2025

• (Page 03)

La finance structurée, pilier du financement long



Togo / café & cacao

• (Page 04)

Lancement officiel de la campagne 2025-2026 de commercialisation



Santé infantile

Le Togo renforce sa coopération avec l'Alliance GAVI

Le Ministre de l'Accès aux Soins et de la Couverture Sanitaire, M. Jean-Marie Koffi Ewonoulé TESSI, a reçu, le ... • (Page 02)

BOAD

Arthur Trimua nommé Conseiller juridique du président Serge Ekué

Un pied dans le droit, l'autre dans la finance. Le Togolais Arthur Lilas Trimua vient d'être nommé conseiller juridique du président de ... • (Pages 04)

80ème AG des Nations Unies

La BOAD multiplie les partenariats stratégiques à New York

En marge de la 80^e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies (UNGA80), le Président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), ... • (Page 06)

Blitta / lutte contre les violences de genre

L'extension du projet de renforcement de la société civile évaluée

Un atelier bilan des deux phases d'extension du projet « Renforcement de la société civile pour la lutte contre les violences de genre au Togo » s'est tenu, le ... • (Page 11)

Le saviez vous ?
NOUS VOUS PRÊTONS
quand vous avez tout investi dans le stock.

Jusqu'à
80%
de la valeur
du stock

Durée
jusqu'à 1 an
renouvelable



BANK OF AFRICA

BMCE GROUP

www.boatogo.com

Santé infantile

Le Togo renforce sa coopération avec l'Alliance GAVI

Le Ministre de l'Accès aux Soins et de la Couverture Sanitaire, M. Jean-Marie Koffi Ewonoulé TESSI, a reçu, le mardi 23 septembre 2025, une délégation de l'Alliance GAVI, l'Alliance du Vaccin, pour des échanges sur le mécanisme de cofinancement vaccinal et les perspectives de la coopération entre le Togo et l'organisation internationale basée à Genève en Suisse.

● Nicole Esso

La rencontre s'inscrit dans la continuité de l'engagement du Président du Conseil, Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE, en faveur de la vaccination et de la santé des enfants. Avec une couverture vaccinale de base supérieure à 90 %, le Togo fait partie des pays d'Afrique subsaharienne ayant réalisé des progrès significatifs dans la protection de l'enfance contre les maladies évitables par la vaccination. Au cœur des discussions, Mme SOUN-DARDJEE a rappelé le principe de cofinancement mis en place par Gavi, selon lequel chaque pays doit contribuer à l'acquisition des vaccins ainsi qu'aux activités du Programme Élargi de Vaccination (PEV). Ce mécanisme, garantissant l'appropriation nationale, vise à atteindre chaque enfant, y compris les plus vulnérables ou dits « zéro dose ». En favorisant un accès équitable aux vaccins, le Togo progresse vers un système de santé inclusif, où chaque enfant bénéficie de soins préventifs essentiels. La vaccination, en réduisant la mortalité et la morbidité infantiles, constitue également un levier majeur pour alléger la charge financière des ménages et renforcer la



durabilité de l'Assurance Maladie Universelle (AMU). La rencontre confirme que la santé des enfants demeure une priorité nationale.

Phase V (2021-2025)

En juin 2019, le conseil d'administration de Gavi a approuvé une nouvelle stratégie quinquennale (« Gavi 5.0 ») dont l'objectif est de « n'oublier personne avec la vaccination » et dont la mission est de sauver des vies et de protéger la santé des personnes en favorisant une utilisation équitable et durable des vaccins. S'appuyant sur les succès des périodes stratégiques précédentes, Gavi 5.0 doit procéder à plusieurs changements clés pour remplir sa mission, notamment : une attention particulière aux enfants non- et sous-immunisés, avec l'équité comme principe d'organisation ; des approches plus différenciées, adaptées et ciblées pour les pays éligibles au soutien de

Gavi ; un accent accru sur la durabilité des programmes ; un soutien plus important aux pays en matière d'établissement de priorités dans l'introduction de vaccins ; fournir un appui limité et catalytique à certains pays qui ont été soit précédemment éligibles soit jamais éligibles au soutien de Gavi. La stratégie 2021-25 comporte quatre objectifs. Chacun d'entre eux soutient notre mission de sauver des vies et de protéger la santé des personnes en favorisant une utilisation équitable et durable des vaccins. Dans le cadre de sa mission visant à sauver des vies, à réduire la pauvreté et à protéger le monde contre la menace d'épidémies, Gavi a contribué à vacciner plus d'1,1 milliard d'enfants dans 78 pays à faible revenu, évitant ainsi plus de 18,8 millions de décès. Gavi a déjà protégé une génération entière d'enfants et s'emploie désormais à protéger la prochaine génération. En améliorant l'accès aux nouveaux vaccins et aux vaccins sous-utilisés pour des millions d'enfants parmi les plus vulnérables, l'Alliance du vaccin transforme la vie des individus, contribue à stimuler les économies des pays à faible revenu et rend le monde plus sûr pour tous.



Image du jour



● Le Togo et les Philippines établissent des consultations politiques. Les ministres des affaires étrangères des deux pays, Robert Dussey et Maria Theresa Lazaro ont signé vendredi 26 septembre à New York (USA), un protocole d'accord.

AUX DÉCIDEURS ...

Une urgence pour l'Afrique

Dans son discours d'ouverture, de la première édition du Structured Finance Africa Forum (SFA 2025), le Directeur Général de la BRVM, Dr. Edoh Kossi Amenounvè, a sonné l'alarme : l'Afrique ne peut plus retarder l'adoption massive de la finance structurée comme pilier de son développement.

Les besoins de financement de l'Afrique dépassent les 100 milliards de dollars par an : infrastructures, santé, énergie, logement, adaptation climatique... La finance traditionnelle, déjà saturée, n'a pas les moyens d'y répondre seule. La finance structurée, longtemps perçue comme complexe et réservée aux marchés développés, s'impose désormais comme une alternative crédible. Les projets emblématiques comme le 3ème pont d'Abidjan, le port de Kribi ou le barrage de Nachtigal prouvent que l'Afrique est prête à s'appropriier ces instruments puissants : titrisation, Sukuk, obligations sécurisées, project bonds.

Depuis 2016, la BRVM a mobilisé 1 895 milliards FCFA grâce aux Sukuk et FCTC. Pourtant, ces instruments ne représentent que 3 % du marché obligataire régional, dominé par les émissions classiques. Le potentiel est immense, mais il reste inexploité. Pour franchir un cap, il faut bâtir un écosystème plus inclusif : régulation proactive, notation financière généralisée, rehaussement de crédit, révision des règles d'investissement pour les assureurs et fonds de pension. La tokenisation des actifs ouvre également des perspectives inédites.

La vision du patron de la BRVM est claire : la finance structurée ne peut réussir que si États, régulateurs, investisseurs, bourses et institutions financières travaillent de concert. La valorisation des actifs dormants (terres, patrimoines immobiliers), l'innovation financière et la montée en compétences des acteurs sont des leviers incontournables.

Dans un monde en transition, l'Afrique n'a pas le luxe de s'en tenir à des outils classiques. Les techniques de finance structurée — titrisation, prêts syndiqués, financements mezzanine, obligations convertibles, project bonds — doivent être intégrées de manière systématique. Elles permettent de diversifier les sources de capitaux, de mieux répartir les risques et de financer durablement des projets structurants.

La finance structurée n'est pas un luxe académique, c'est une urgence stratégique. Si l'Afrique veut rattraper son retard et se donner les moyens de sa résilience économique, elle doit transformer cette vision en réalité collective. Comme le rappelle Dr. Amenounvè, c'est ensemble que nous ferons de la finance structurée le moteur d'un développement inclusif, durable et souverain.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

● Source : tresor.economie.gouv.fr

Dr. Edoh Kossi Amenounvé au SFA 2025

La finance structurée, pilier du financement long

La première édition du Structured Finance Africa Forum (SFA 2025) s'est tenu à Dakar le 25 septembre 2025. À cette occasion, Dr. Edoh Kossi Amenounvé, Directeur Général de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), a livré un discours magistral sur l'urgence de positionner la finance structurée comme levier majeur de financement durable des économies africaines.

• Joël Yanclo

Dans son Keynote speech intitulé « Pourquoi la finance structurée doit-elle devenir un pilier stratégique du financement long en Afrique de l'Ouest ? », Dr. Amenounvé a dressé un constat clair : le financement à long terme reste l'un des plus grands défis des économies africaines. Les besoins du continent en infrastructures, logement, énergie, santé et transition climatique sont estimés à plus de 100 milliards de dollars par an. Face à ces défis immenses, la finance traditionnelle ne suffit plus. La finance structurée, longtemps considérée comme l'apanage des places financières matures, s'impose désormais en Afrique comme une alternative crédible et innovante. Des exemples concrets illustrent déjà son impact : le 3ème pont d'Abidjan en Côte d'Ivoire, le port en eau profonde de Kribi et le barrage de Nachtigal au Cameroun. Ces projets structurants témoignent de la capacité des instruments comme la titrisation, les project bonds, les obligations sécurisées ou encore les Sukuk à transformer durablement les économies africaines.

Les acquis et perspectives de la BRVM

Depuis 2016, la BRVM a



mobilisé plus de 1 895 milliards FCFA sur le marché financier régional via les Fonds Communs de Titrisation de Créances (FCTC) et les Sukuk. À ce jour, la Bourse régionale enregistre : 0 FCTC cotés, pour une capitalisation de 313,94 milliards FCFA (2,86 % du marché obligataire), 2 Sukuk cotés, représentant 46,37 milliards FCFA (0,42 % du marché). Ces chiffres, bien qu'encourageants, montrent que la

marge de progression reste considérable pour hisser la finance structurée à un niveau stratégique dans le financement long terme.

Vers un écosystème favorable et inclusif

Pour accélérer cette dynamique, Dr. Amenounvé a partagé trois pistes d'action majeures : Valorisation des actifs existants : les terres arables non cultivées et le

patrimoine immobilier des États peuvent servir de leviers pour la structuration de financements innovants. Construction d'un écosystème propice : cela implique une régulation proactive, la promotion de la notation financière, le renforcement des mécanismes de rehaussement de crédit et la révision des réglementations pour permettre aux investisseurs institutionnels de souscrire davantage aux financements structurés. La tokenisation des actifs et leur négociation en bourse sont également des pistes à explorer. Vision et collaboration : la finance structurée exige l'engagement collectif des États, régulateurs, bourses, investisseurs institutionnels et intermédiaires financiers.

La finance structurée comme moteur

de développement durable

Les techniques les plus courantes de la finance structurée s'appuient sur une analyse approfondie des flux de trésorerie et peuvent varier en fonction des besoins du projet et de la nature des actifs utilisés. « Je pourrais citer le financement d'acquisition d'entreprises : Le Leverage Buy-out (LBO), le Management BuyOut (MBO) ; la Titrisation, qui consiste à transformer des actifs illiquides en titres

financiers négociables ; les Prêts syndiqués, par lesquels plusieurs prêteurs s'associent pour financer un projet, permettant une meilleure répartition des risques ; le Financement mezzanine, qui est un financement hybride entre dette et capital : les titres subordonnés, les Obligations convertibles en actions, etc. ; les Obligations de projet ou project bonds, qui sont remboursés par les revenus générés par les projets financés ; les Obligations sécurisées, qui sont émises par des établissements de crédit et garantis par un panier d'actifs » dira le patron de la BRVM. Ainsi, la finance structurée n'est pas une option, mais une nécessité pour soutenir la croissance africaine. Elle peut devenir un moteur puissant de création de richesse, d'inclusion économique et de résilience face aux défis globaux. « C'est ensemble que nous ferons de la finance structurée un levier stratégique pour un meilleur financement de nos économies et la création de richesse pour un développement soutenu et durable », a conclu Dr. Amenounvé.



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

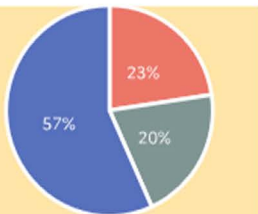
9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

Agriculture Industrie Services



Source : tresor.economie.gouv.fr

Togo / café & cacao

Lancement officiel de la campagne 2025-2026 de commercialisation

Le Togo a lancé, vendredi 26 septembre 2025 à Kpalimé, la campagne 2025-2026 de commercialisation du café et du cacao. L'événement, placé sous le double signe de la performance économique et de la consommation locale, a réuni les autorités, les producteurs, les exportateurs et l'ensemble des acteurs des deux filières stratégiques.

● *Hélène Martelot*

Le café et le cacao représentent un levier majeur de l'économie nationale. Selon la Direction des Statistiques Agricoles (DSID), ils contribuent à 1,4 % du PIB et 5,5 % du secteur agricole, tout en assurant les revenus de près de 40 000 producteurs sur plus de 72 000 hectares. Lors de la campagne écoulée, le pays a exporté 4 400 tonnes de café et 24 100 tonnes de cacao, soit plus du double des volumes enregistrés l'année précédente. Une progression notable qui témoigne des efforts menés pour moraliser la commercialisation et limiter la contrebande.

Le gouvernement
salue les résultats

Présente à la cérémonie, la ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale, Rose Kayi Mivedor, a salué les performances obtenues. « Nous devons maintenir le cap pour rendre nos filières plus performantes et plus résilientes. La consommation locale doit être encouragée, car elle constitue une valeur ajoutée pour l'économie nationale », a-t-elle indiqué. Son collègue de l'Agriculture a, pour sa part, insisté sur la nécessité de poursuivre la modernisation de la production afin de rester compétitif sur les marchés mondiaux.

La vision du CCFCC
: qualité et transformation

Dans son intervention, Anselme Gouthon, secrétaire général du Comité de coordination pour les filières café et cacao (CCFCC), a rappelé que la qualité reste le meilleur passeport du Togo. « Si nous voulons que le Togo



continue d'être reconnu au plan mondial comme un pays producteur, nous devons en faire un marché de niche. C'est la qualité qui séduira le consommateur et sécurisera nos parts de marché », a-t-il laissé entendre en ajoutant que l'accent est désormais mis sur la transformation locale. Le café et le cacao sont intégrés dans le mois de la consommation locale. Nous travaillons avec les transformateurs, notamment l'Association des Transformateurs de Café-Cacao (ATCC), pour renforcer leur expertise et améliorer les produits finis ». Pour M. Gouthon, l'objectif est de proposer des produits transformés compétitifs, capables d'attirer le consommateur togolais comme étranger. D'après le SG du CCFCC, ils sont passés de 2 618 tonnes à plus de 4 400 tonnes de café, et de 11 182 tonnes à plus de 24 000 tonnes de cacao. « Cela prouve que les efforts menés pour limiter la contrebande et impliquer les autorités locales, préfets et chefs traditionnels, portent leurs fruits. Une nouvelle dynamique est en marche », s'est félicité.

Les perspectives de la
nouvelle campagne

Pour la campagne 2025-2026, la stratégie repose sur la densification des espaces existants plutôt que sur l'exten-

sion des plantations, afin d'accroître les rendements sans accentuer la déforestation. « Un cheval qui gagne, on ne le change pas, mais on cherche à l'améliorer », a résumé Anselme Gouthon. « Nous allons poursuivre la professionnalisation de la transformation, renforcer la traçabilité et mieux communiquer sur la qualité togolaise », a-t-il souligné. Les efforts du Togo s'inscrivent dans une vision élargie. En 2024, des plans de développement des filières café et cacao (PDCC) ont été adoptés, en partenariat avec l'Union européenne, pour un coût prévisionnel de 23,25 milliards FCFA. Ces plans couvrent la productivité, l'accès au marché, l'environnement et le financement.

Une campagne qui
coïncide avec le
mois de la consommation locale

Le lancement intervient à la veille du mois d'octobre, consacré à la consommation locale dans l'espace UEMOA, et marqué par la célébration des Journées internationales du café et du cacao. Le CCFCC prévoit notamment l'inauguration d'un kiosque à café à Sanguéra et une célébration au CETEF de Lomé le 8 octobre, en partenariat avec l'OIAC. « Pour réussir, il nous faut respecter les règles de commercialisation, renforcer la traçabilité, lutter contre la fraude et surtout, produire toujours plus de qualité », ont-ils insisté. A travers cette campagne, les autorités togolaises veulent faire du café et du cacao togolais non seulement des produits d'exportation, mais aussi des filières de transformation et de consommation locale, capables de porter la croissance et l'image du pays.



BOAD

Arthur Trimua nommé Conseiller juridique du président Serge Ekué

Un pied dans le droit, l'autre dans la finance. Le Togolais Arthur Lilas Trimua vient d'être nommé conseiller juridique du président de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), Serge Ekué. Une fonction clé dans une institution régionale de plus en plus sollicitée sur les financements climatiques et d'infrastructures.

Docteur en droit public de l'Université de Poitiers, diplômé en management et finance d'HEC Paris, Arthur Lilas Trimua a construit un parcours à la croisée du droit, de la régulation et de l'ingénierie financière. Il est également certifié CP3P en partenariats public-privé. Juriste de formation, il a travaillé dans de grands cabinets internationaux (Fidal, DLA Piper, Ashurst) avant de conseiller plusieurs gouvernements africains et bailleurs de fonds. Parmi ses références figurent le métro d'Abidjan, le Train express régional de Dakar, l'aéroport international de Ouagadougou-Donsin ou encore le réseau ferré marocain. « Il est à l'aise des trois côtés : les États, les opérateurs privés et les institutions financières », souligne un proche.

De Kifema Capital à la
BOAD

Entre 2021 et 2025, il a dirigé Kifema Capital, un véhicule d'investissement lancé par l'État togolais via Togo Invest Corporation, pour mobiliser l'épargne nationale et celle de la diaspora. À la tête de cette structure, il a défendu une vision de « souveraineté économique » fondée sur des



financements locaux pour soutenir l'énergie, le secteur bancaire et les infrastructures sociales. Kifema a notamment participé à la centrale Kékéli Efficient Power, à Sokodé Énergie ou encore à la prise de participation dans IB Bank-Togo. En parallèle, Trimua assurait les fonctions de secrétaire général de Togo Invest.

Les challenges qui
l'attendent

Conseiller direct de Serge Ekué, il aura désormais pour mission d'éclairer juridiquement les opérations de la BOAD et de contribuer à la structuration de finance-

ments innovants. Sa nomination intervient alors que l'institution, aujourd'hui la mieux notée de l'UEMOA, multiplie les outils : obligations hybrides, titrisation, assurances de portefeuille, garanties partielles, obligations durables et financements mixtes. Des mécanismes destinés à réduire le coût du capital, sécuriser les opérations et répondre à la demande croissante de financements climatiques dans la région. C'est une banque en pleine mutation et sophistication que le jeune juriste d'affaires rejoint, avec pour rôle d'accompagner ce virage stratégique.

Avec Togo First

80ème AG des Nations Unies

Le Togo détaille ses progrès dans les ODD

Présent depuis le début de la semaine à New York (USA) où se déroulent les activités de la 80ème Assemblée générale des Nations Unies, le Togo, s'est présenté à son tour vendredi 26 septembre à la tribune de l'Organisation.

Le pays, représenté par le ministre des affaires étrangères, Robert Dussey, a livré son appréciation du thème retenu pour cette 80ème session, dans un contexte de tensions multiformes internationales, et détaillé les progrès significatifs réalisés ces dernières années dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD). «Soyez rassurés, le Togo va bien, le Togo va même mieux. Au bénéfice de nos populations, mon pays le Togo a enregistré ces dernières années, des avancées significatives, largement reconnues dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Le gouvernement a fait de l'Agenda 2030 non pas un simple cadre de référence, mais la véritable boussole des politiques publiques», a déclaré le chef de la diplomatie togolaise. «Plus de 70 % des cibles des ODD sont



désormais intégrées dans les stratégies nationales, en particulier à travers la feuille de route gouvernementale 2020-2025, qui s'articule autour de quatre piliers essentiels : le social, l'économique, l'environnemental et la gouvernance», a-t-il précisé. Tour à tour, l'officiel a ainsi énuméré les principales actions menées dans l'amélioration des systèmes de gestion des finances publiques et de pilotage des investissements publics, le

climat des affaires, la santé, l'assurance maladie, l'accès à l'eau potable et à l'électricité, l'inclusion financière, l'agriculture, la logistique les infrastructures, les transports ou encore les investissements. «Ces résultats témoignent de la détermination du gouvernement togolais à conjuguer résilience économique, stabilité sociale et ambition de développement durable, dans un contexte mondial marqué par de multiples défis. Mon pays se modernise et se projette avec confiance vers l'avenir. Mais les efforts ainsi consentis ne sont pas à l'abri des menaces terroristes qui pèsent sur le Sahel et l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest», a souligné Robert Dussey, qui a par ailleurs abordé la question de la justice réparatrice exigée par le continent.

(Togo Officiel)

TOUTE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE DU TOGO ET D'AILLEURS



» **Couverture médiatique**



» **Insertion publicitaire**



» **Publi-reportage ...**

Accédez à notre **Site Web** et tenez vous
informé en temps réel de toute l'actualité !!

... *L'économiste du Togo, le journal des décideurs* ...

80ème AG des Nations Unies

La BOAD multiplie les partenariats stratégiques à New York

En marge de la 80^e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies (UNGA80), le Président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), Serge Ekue, a conduit une série de rencontres de haut niveau avec des leaders et institutions internationales. L'objectif : consolider les partenariats en faveur d'une transformation durable et inclusive dans les huit États membres de l'Union.

● Joël Yanclo

Au cours de ces échanges, plusieurs thématiques majeures ont été abordées. Avec l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair, les discussions ont porté sur le renforcement institutionnel, la gouvernance et les réformes favorables à un développement inclusif. La coopération avec Deemah AlYahya, Secrétaire générale de la Digital Cooperation Organization (DCO), a mis en avant l'inclusion digitale des PME, des femmes et des jeunes, ainsi que le développement d'infrastructures numériques durables. Avec Dima Al-Khatib, Directrice de l'UNOSSC, la BOAD a évoqué la finance climatique, l'innovation et l'intégration régionale. Les échanges avec Samaila Zubairu, Président d'Africa Finance Corporation (AFC), ont permis d'explorer des opportunités d'investissement dans l'énergie et les infrastructures pour l'UEMOA. Par ailleurs, la rencontre avec Sheikh Shakhboot Bin Nahyan Al Nahyan, Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères des Émirats Arabes Unis, a porté sur une éventuelle souscription au capital de la BOAD



et la mise en place de plateformes de co-investissement dédiées au climat et au digital. La BOAD a également pris part à des panels internationaux, notamment le Side Event organisé par Devex, consacré au rôle des banques publiques de développement dans la concrétisation des engagements climatiques, ainsi que la table ronde Agtech avec Oracle et le Tony Blair Institute for Global Change, axée sur l'innovation agricole. Ces initiatives s'inscrivent dans la mise en œuvre du Plan stratégique Djoliba 2021-2025, qui positionne l'innovation, la digitalisation et la finance climatique comme des leviers essentiels de croissance. Le Président Serge Ekue a insisté sur la nécessité de créer une West

Africa Agtech Partnership Platform pour accélérer l'adoption des solutions digitales et de l'intelligence artificielle au service de la transformation des systèmes alimentaires. Il a rappelé que la sécurité alimentaire constitue un enjeu vital, à la fois économique, social et politique, pour la région. À travers cette présence active à l'UNGA80, la BOAD confirme son rôle central dans la mobilisation des financements et le renforcement de la coopération internationale. Fidèle à sa mission, elle entend transformer les engagements internationaux en projets concrets et bancables, tout en accompagnant ses États membres vers un développement plus inclusif, résilient et durable.

L'IA en Afrique

Un marché en pleine expansion et des défis à relever

L'intelligence artificielle connaît une croissance fulgurante en Afrique, avec un marché qui pourrait atteindre 16,53 milliards de dollars d'ici 2030. Cependant, cette expansion rapide s'accompagne de défis importants en matière d'infrastructures, de ressources humaines et de gouvernance.

● Junior Aredola

Selon un rapport publié le 22 septembre 2025 par Mastercard, intitulé "Harnessing the Transformative Power of AI in Africa", la valeur du marché de l'IA sur le continent pourrait atteindre 16,53 milliards de dollars à l'horizon 2030, contre 4,5 milliards de dollars en 2025. Cette croissance serait portée par un taux d'expansion annuel moyen de 27,4 %. L'une des raisons avancées pour expliquer cette dynamique est la jeunesse de la population africaine. Avec un âge médian avoisinant les 19 ans, le continent dispose d'une base démographique favorable à l'adoption rapide des technologies numériques. Le rapport estime que



la diffusion de l'intelligence artificielle pourrait générer jusqu'à 230 millions d'emplois numériques en Afrique subsaharienne. Cette technologie est également présentée comme un catalyseur pour des secteurs clés tels que la santé, l'agriculture, la finance ou encore les industries extractives.

Des disparités et des défis à surmonter

Toutefois, les bénéfices ne se-

ront pas répartis de manière uniforme. Le niveau de préparation des pays africains à l'intégration de l'IA varie fortement. L'Égypte obtient le score le plus élevé dans la région avec 55,6, tandis que seules trois autres nations — Maurice, l'Afrique du Sud et le Rwanda — dépassent le seuil de 50 %. Le rapport souligne que les pays africains affichent, en moyenne, un niveau de préparation inférieur à celui des économies avancées, principalement en raison d'un déficit en infrastructures locales, en politiques publiques adaptées, et en ressources humaines qualifiées. De plus, la majorité des données africaines sont encore stockées à l'étranger, ce qui pose des problèmes de souveraineté et d'accès.

Kenya

La facture des importations de poissons a chuté de 44 % en 2024

Au Kenya, le secteur de la pêche et de l'aquaculture contribue à hauteur de 0,6 % au PIB, mais fait vivre directement et indirectement près de 1,2 million de personnes. L'amélioration de la production locale permet en outre de réduire la dépendance aux produits halieutiques étrangers.

Au Kenya, les importations de poissons et de produits de la pêche ont coûté 921,1 millions de shillings (7,12 millions \$) en 2024, affichant ainsi une baisse de 44 % par rapport à l'enveloppe de 1,65 milliard de shillings (12,77 millions \$) qui y était consacrée un an plus tôt. C'est ce qu'indique l'Agence kenyanne des pêches (KeFS) dans son rapport annuel sur le marché local publié sur son site en août 2025. Cette réduction des dépenses reflète aussi une baisse du volume des achats extérieurs d'une année sur l'autre. En effet, le pays s'est procuré 9960 tonnes de poissons et de produits de la pêche sur le marché international en 2024, un stock qui s'affiche en baisse de 11,4 % par rapport à celui enregistré en 2023 (11 253 tonnes). D'après la KeFS, la contraction du volume des importations est principalement attribuée à l'augmentation de la production nationale, notamment grâce à la pêche maritime et à l'aquaculture en cage. En effet, les captures totales de poissons réalisées dans le pays ont progressé de 4,34 % d'une



année sur l'autre pour atteindre 168 424 tonnes. C'est avant tout grâce à une croissance des prises de la pêche maritime, qui a bondi de 21 % pour s'établir à 48 608 tonnes, alors que la production aquacole a enregistré une hausse de 5 % pour s'établir à 33 289 tonnes. La pêche continentale qui demeure la principale contributrice à l'approvisionnement local en poissons, est le seul segment d'activité où les prises ont baissé de 3,5 %, pour se situer à 86 527 tonnes. En dehors de la bonne santé de l'aquaculture et de la pêche maritime, un autre facteur peut être pris en considération pour expliquer la réduction du recours aux importations en 2024. Même si le rapport de la KeFS ne le mentionne pas, il faut rappeler que le gouvernement kenyan a introduit un droit d'accise de 10 % sur les importations de poisson

dans son budget pour l'année fiscale 2023/24. Cette manœuvre visait notamment à protéger l'industrie locale du poisson contre les produits étrangers moins chers, notamment en provenance de Chine, selon les autorités. Si la tendance actuelle confirme la montée en puissance de la pêche maritime et de l'aquaculture, la forte demande domestique pourrait néanmoins continuer à imposer un recours aux importations dans les années à venir. Il faut noter que la consommation annuelle par tête de poisson au Kenya s'affiche à près de 4,3 kg ce qui est encore largement en dessous de la moyenne africaine estimée à 10 kg. «Il existe un écart important entre la demande projetée en poissons et la production actuelle. En tenant compte d'une population estimée à plus de 51 millions de personnes en 2024, la consommation attendue devrait s'élever à 510 000 tonnes. Cela signifie que la production halieutique totale actuelle présente un déficit important», souligne notamment la KeFS dans son rapport.

Avec Agence Ecofin

Chine-Afrique

Les échanges commerciaux ont crû de 15,4% à 222 milliards \$

La hausse à deux chiffres du commerce bilatéral entre l'Afrique et le géant asiatique s'explique essentiellement par une envolée des exportations chinoises vers le continent, dans un contexte marqué par une exacerbation de la guerre commerciale entre Pékin et Washington.

La valeur des échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique a atteint 222,05 milliards de dollars durant les huit premiers mois de 2025, un montant en hausse de 15,4% par rapport à la même période de 2024, selon des données publiées le lundi 22 septembre 2025 par l'administration générale de la douane chinoise. Cette hausse découle essentiellement de l'envolée des exportations de l'empire du Milieu vers les pays africains, qui ont augmenté de 24,7 % entre le 1er janvier et le 31 août de l'année en cours pour s'établir à 140,79 milliards de dollars, dans un contexte marqué par une forte augmentation des droits de douane américains sur les produits chinois. Les importations chinoises en provenance du continent ont, en revanche, enregistré une hausse plus modeste de 2,3 % sur les huit premiers mois de 2025, s'affichant à 81,25 milliards de dollars. L'Afrique a

ainsi vu son déficit commercial avec la Chine augmenter à 59,55 milliards de dollars, soit un montant proche de celui enregistré sur l'ensemble de l'année 2024 (61,93 milliards de dollars). Outre la réorientation de ses échanges commerciaux vers les marchés émergents adoptée par Pékin pour atténuer l'impact des mesures protectionnistes américaines, la hausse du déficit commercial du continent avec le géant asiatique s'explique par les déséquilibres structurels persistants qui caractérisent les relations commerciales bilatérales. Les importations chinoises en provenance de l'Afrique sont dominées par les matières premières comme le pétrole brut, le cuivre, le cobalt et le minerai de fer, tandis que les exportations de Pékin vers le continent sont essentiellement composées de produits manufacturés à forte valeur ajoutée, notamment des machines, des

produits électroniques et des technologies vertes. Les pays africains ont par exemple importé un total de 15 032 mégawatts (MW) de panneaux solaires chinois durant les douze mois allant du 1er juillet 2024 au 30 juin 2025, contre 9379 MW durant les douze mois précédents, soit une augmentation de 60%. Pour tenter de réduire le déséquilibre commercial caractérisant ses relations économiques avec l'Afrique, la Chine a supprimé les droits de douane sur 98 % des produits importés de 21 pays africains, dont l'Éthiopie, la Guinée, le Mozambique, le Rwanda et le Togo. Elle applique également depuis le dimanche 1er décembre 2024 un traitement tarifaire nul sur 100% de ses importations en provenance des pays les moins avancés (PMA) avec lesquels elle entretient des relations diplomatiques, dont 33 pays africains.

Avec Agence Ecofin

Fraude bancaire

Les banques européennes renforcent la sécurité des clients

D'ici deux semaines, les banques européennes passent à la vitesse supérieure contre la fraude aux virements.

Les virements en zone euro entreront dans une nouvelle ère de sécurité. Le 9 octobre, le dispositif Verification of Payee (VoP), imposé par le Règlement européen 2024/886, deviendra obligatoire pour toutes les banques de l'Eurozone. Objectif : enrayer l'hémorragie des fraudes, qui ont coûté 312 millions d'euros à la France en 2023, selon les dernières données disponibles. Une révolution discrète, mais aux enjeux colossaux.

Un bouclier en temps réel contre les arnaques

Concrètement, chaque virement SEPA — qu'il soit classique ou instantané — fera l'objet d'une vérification systématique et immédiate. Dès qu'un client lance une opération, sa banque interrogera automatiquement l'établissement du bénéficiaire, qui aura cinq secondes pour confirmer (ou infirmer) l'adéquation entre le nom saisi et l'identité réelle du titulaire du compte. Quatre scénarios sont possibles : correspondance exacte, partielle, absence de match, ou impossibilité de vérifier. Pour les experts de la sécurité des transactions bancaires, C'est un progrès majeur pour sécuriser des transactions souvent effectuées dans la précipitation. Contrairement à



d'autres mesures anti-fraude, celle-ci ne complexifie pas la vie des usagers. Les moins à l'aise avec le numérique ne verront aucune différence et en cas de discordance, le client pourra toujours valider le virement... mais en étant clairement averti des risques.

Une réponse à l'explosion des fraudes

Les chiffres donnent le vertige. Au premier semestre 2024, les arnaques par virement frauduleux ont bondi de 18% en volume, selon l'Observatoire de la sécurité des moyens de paiement de la Banque de France. « Un Français sur deux a déjà été victime de fraude bancaire », avait alerté Marguerite Collignan, directrice de l'éducation financière à la Banque de France. Deux méthodes d'arnaques dominent les clients : soit la manipulation (faux conseillers bancaires, usurpations), responsable de 43% des montants détournés ; soit le détournement de factures, où les fraudeurs piratent des échanges commerciaux pour rediriger les paiements. L'urgence est

d'autant plus grande que les virements instantanés — dont l'usage a explosé de 70% sur la même période — représentent désormais 9,3% des transactions. Pourtant, leur taux de fraude reste contenu (0,040%, contre 0,054% pour les cartes bancaires). « La vérification type VoP arrive à point nommé pour préserver cette relative résistance », analysent les experts, alors que ces paiements éclair devraient devenir majoritaires en 2025.

Un test grandeur nature

Si le système est salué, son efficacité dépendra de sa mise en œuvre par les 19 pays de la zone euro. « Les fraudeurs s'adaptent vite, mais cette mesure les force à relever la barre », estime un responsable bancaire sous couvert d'anonymat. Reste une inconnue : le comportement des clients face aux alertes. « Le vrai défi, ce sera de les convaincre de ne pas ignorer les signaux d'alerte par précipitation », confie un cadre de la Fédération bancaire française. Prochaine étape : une évaluation dès 2026 pour mesurer l'impact sur le terrain. En attendant, les banques croisent les doigts : dans la course contre la cybercriminalité, chaque seconde — et chaque vérification — compte.

La Tribune (avec agences)

États-Unis

Nouveaux droits de douane, dont 100% sur les médicaments

Toujours très instable, Donald Trump a annoncé de nouveaux droits de douane sortis de nulle part.

Le président américain Donald Trump a annoncé jeudi de nouveaux droits de douane sur les médicaments, les camions et les meubles produits hors des États-Unis. A partir du 1er octobre, « nous appliquerons une taxe de 100% sur tout produit pharmaceutique de marque ou breveté, sauf si une entreprise CONSTRUIT son usine pharmaceutique en Amérique », a écrit le milliardaire républicain sur sa plateforme Truth Social. Dans une publication distincte, il a également annoncé des droits de douane de 25% sur « tous les poids lourds fabriqués dans d'autres régions du monde ». Une mesure qui doit selon lui soutenir les fabricants américains de camions tels



que « Peterbilt, Kenworth, Freightliner, Mack Trucks et autres ». Le président a expliqué que ces droits de douane sur les camions poids lourds étaient motivés par « de nombreuses raisons, mais surtout, à des fins de sécurité nationale ». Au printemps, l'administration Trump avait lancé une enquête pour déterminer si les importations de camions étrangers consti-

tuaient une menace pour « la sécurité nationale ». Le magnat de l'immobilier compte également imposer des droits de douane sur de nombreux meubles. « Nous appliquerons une taxe de 50% sur tous les meubles de cuisine, les lavabos de salle de bain et les produits associés », à partir du 1er octobre, et « une taxe de 30% sur les meubles capitonnés », a-t-il écrit.

(afp)

France

Une demande pour retirer de la vente les bouteilles Perrier

Une association de consommateurs considère que la marque de Nestlé ne peut être considérée comme eau minérale naturelle.



L'association de consommateurs UFC-Que Choisir demande ce mercredi en fin de matinée, au tribunal judiciaire de Nanterre, le retrait temporaire des bouteilles Perrier, marque de Nestlé Waters, dont elle considère la commercialisation en tant qu'eau « minérale naturelle » comme trompeuse. L'objectif avancé par l'association est d'obtenir des mesures provisoires « de retraits du marché et de rappel de produits », « d'interdiction de commercialisation » et « la cessation des tromperies concernant ces eaux Perrier présentées comme « minérales naturelles ». L'UFC estime que « le consommateur achète une eau vendue comme minérale naturelle alors qu'elle n'est pas naturelle, puisqu'elle a été traitée », indique à l'AFP l'avocat de l'association, Maître

Alexis Macchetto.

Nestlé va contester cette action

À l'AFP, Nestlé Waters assure rester « tout à fait déterminé » à « contester » l'action en justice de l'UFC, rappelant toujours « opérer sous le contrôle des autorités ». Début 2024, des articles de presse ont révélé l'utilisation au cours d'années précédentes de traitements interdits (ultraviolets, charbon actif) sur des sites d'embouteillage de Nestlé Waters pour, selon la filiale du groupe suisse qui rassemble notamment les marques Vitel, Perrier et Contrex, « assurer la sécurité sanitaire » des eaux. Or une eau minérale naturelle ne peut faire l'objet d'aucune désinfection ou traitement de nature à modifier ses caractéristiques. L'UFC-Que Choisir estime par ailleurs qu'il y a « un risque réel pour le consom-

mateur : sans mesure prise, un jour quelqu'un pourrait tomber malade », affirme Me Macchetto. Des contaminations, notamment par des bactéries « d'origine fécale », ont été plusieurs fois relevées ces dernières années, notamment après de fortes pluies, sur les forages utilisés pour Perrier. Pour Me Macchetto, le risque est d'autant plus évident que Nestlé a récemment, à la demande de la préfecture du Gard, où est situé le site de production, « remplacé ses filtres 0,2 micromètre par des filtres 0,45 micromètre », technologie « forcément moins efficaces » selon l'avocat. En mai, lors de la mise en demeure de la préfecture du Gard, le préfet avait bien spécifié que « les bouteilles Perrier commercialisées jusqu'à ce jour ne présentent aucun risque sanitaire pour les consommateurs ».

(afp)

Economie

L'Élysée gèle sa dotation budgétaire pour la deuxième année consécutive

La présidence de la République a confirmé dimanche qu'elle ne solliciterait pas de moyens supplémentaires en 2026. Une décision présentée comme un signe « d'exemplarité et de solidarité », alors que l'exécutif appelle à l'effort collectif face aux contraintes budgétaires.



Pour la deuxième année consécutive, l'Élysée ne demandera pas de revalorisation de sa dotation dans le budget de l'État. Les crédits resteront fixés à 122,6 millions d'euros en 2026, soit un montant identique à celui des exercices 2024 et 2025. « Dans un souci d'exemplarité et de solidarité dans une période où tout le monde doit se serrer la ceinture », a indiqué la présidence, confirmant une information

de La Tribune Dimanche. En pratique, avec l'inflation et la progression mécanique de la masse salariale, cette stabilité budgétaire équivaut à une baisse des marges de fonctionnement.

Des moyens contraints mais mieux gérés

Au 31 décembre 2024, l'Élysée employait 822 agents civils et militaires. Dans son

rapport publié en juillet, la Cour des comptes avait salué les « progrès en matière d'organisation et de gestion » réalisés par la présidence, jugés notables par rapport aux exercices précédents. L'entourage présidentiel insiste sur la volonté de maintenir ces efforts, tout en absorbant les hausses de charges liées au personnel et à l'entretien du palais.

(Avec AFP)

Atteinte des ODD

Briser l'asphyxie financière du développement

C'est un chiffre qui donne le vertige : 4.000 milliards de dollars manquent chaque année pour financer les objectifs de développement durable que les gouvernements du monde entier se sont engagés à réaliser d'ici 2030. Un sommet de l'ONU organisé mercredi à New York a voulu transformer cette statistique en appel à l'action.

Des dirigeants du G7 et du G20, des représentants des pays les moins avancés et des responsables des grandes institutions financières internationales. Tous s'étaient donnés rendez-vous dans la grande salle de l'ECOSOC, l'organe des Nations unies chargé des questions économiques et sociales, pour participer au premier sommet biennal pour une économie mondiale durable, inclusive et résiliente. Pour reprendre la formule du Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, il s'agit d'une « mise en pratique du multilatéralisme en réseau ». Ou encore d'un espace « visant à apporter cohérence, ambition, inclusivité et action au débat mondial sur le financement ». A ses yeux, ce sommet incarne une mobilisation inédite dans un contexte d'endettement généralisé et de crises



multiples. « Nous avons entendu la voix des peuples, claire et forte – des populations peinant à joindre les deux bouts, reculant encore davantage, et se demandant si leurs dirigeants agiront en leur faveur », a-t-il affirmé. À cinq ans de l'échéance des 14 objectifs mondiaux adoptés en 2015 pour éradiquer la pauvreté, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous, le temps presse. M. Guterres a mis en avant trois principes : la coopération « à l'heure où l'aide s'effondre

et où les tensions commerciales s'aggravent », la cohérence « pour jeter des ponts entre les multiples espaces où se tiennent les discussions », et l'inclusivité, « alors que la répartition du pouvoir économique dans le monde est profondément inégale ».

Une question d'argent ?

Pour ceux qui jugent déraisonnable d'investir 4.000 milliards par an dans le développement durable, la présidente de l'Assemblée générale,

Annalena Baerbock, a remis les choses en perspective : « Nous avons déjà dépensé un tel montant, non pas pour des écoles, des hôpitaux, des médicaments ou de l'énergie, mais pour la défense... Ce n'est pas une question d'argent, c'est une question de priorité ». Mme Baerbock a rappelé que le « Pacte pour l'avenir », adopté à l'ONU en 2024, avait ouvert la voie à des réformes structurelles : triplement de la capacité de prêt des banques multilatérales de développement,

meilleure représentation des pays du Sud dans les institutions financières et mesures pour alléger le fardeau de la dette. Mais, a-t-elle insisté, « les promesses sans action ne suffisent pas ».

Réformer pour restaurer la confiance

Lok Bahadur Thapa, président fraîchement élu de l'ECOSOC, a enfoncé le clou : « La confiance s'érode dans le domaine commercial, l'aide publique au développement est en déclin et les engagements climatiques sont loin d'être respectés. Les pays en développement paient le plus lourd tribut ». Rappelant que l'ECOSOC a désormais mandat de renforcer le suivi du financement du développement, il a souligné l'urgence d'élargir « l'espace budgétaire », d'attirer davantage d'investissements directs et de garantir que les réformes soient « inclusives, équitables et légitimes ».

Une architecture à repenser d'urgence

Trois mois après la conférence de Séville, où a été adopté un nouveau cadre mondial de financement du développement, ce sommet new-yorkais devait démontrer que l'ONU est encore capable de rassembler autour d'une réforme profonde de l'architecture financière internationale. Entre les milliers de milliards d'endettement des pays pauvres, les 272 millions d'enfants non scolarisés et les 11 millions de soignants manquants dans les hôpitaux, l'enjeu n'a plus rien d'abstrait. Comme l'a résumé António Guterres : « Les réunions ne sont pas une fin en soi – elles ne sont qu'un moyen au service des populations qui attendent des actes, dès maintenant ».

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier Méfiez-vous des conseils donnés par vos proches en matière pécuniaire. Aussi, évitez de prêter de l'argent à des amis : ce serait une source de disputes, voire de rupture ; sachez leur dire non.

Taureau Sur le plan financier, vos projets s'avèreront tout à fait satisfaisants, et les influx astraux vous aideront à les réaliser sans trop de peine. Vous devrez néanmoins savoir éviter de vous laisser dévorer par une ambition démesurée.

Gémeaux Sachez que certaines transactions financières demandent beaucoup de patience et une longue préparation. Si vous allez trop vite en besogne, vous risquez d'avoir de bien mauvaises surprises. Ne vous laissez pas aveugler.

Cancer Avec Jupiter, le maître de la chance, et Uranus, la planète des surprises, vos gains devraient augmenter, et vous saurez gérer avec efficacité vos placements et vos investissements. Attention simplement à un point : Uranus pousse à prendre des risques. Même si vous êtes bien protégé par Jupiter, ne vous lancez tout de même pas dans des opérations trop casse-cou.

Lion Dans le contexte astral actuel, vous pourrez commettre des erreurs d'appréciation ou faire de mauvais calculs en matière financière. En tout état de cause, ne vous lancez jamais dans des projets qui se révéleraient au-dessus de vos moyens, aussi séduisants et enthousiasmants soient-ils.

Vierge Les influences peu fastes d'Uranus produisent fréquemment des scandales, des faillites amenant le déshonneur ou la ruine. Un avertissement aux natifs qui veulent vivre au-dessus de leurs moyens !

Balance Les secteurs de votre thème liés à l'argent ne seront influencés par aucune planète aujourd'hui. Votre équilibre financier ne devrait donc subir aucun changement. Ceux d'entre vous qui ont connu dernièrement quelques inquiétudes liées à des choix reposant sur des bases trop floues pourront cette fois y voir plus clair et prendre les bonnes décisions.

Scorpion Vous ne subirez dans le domaine financier aucun impact planétaire direct. Vous pourrez donc gérer votre équilibre budgétaire sans difficulté. Mais attention, quand les planètes se désintéressent ainsi de votre sort, il ne faut pas compter sur leur soutien pour gagner au Loto ou obtenir miraculeusement une prime quelconque. Si vous souhaitez améliorer votre statut, ce sera à vous d'agir et de vous donner le mal nécessaire.

Capricorne Avec l'influence de Vénus dans votre Ciel, vous pourriez bénéficier de la générosité d'un membre de votre famille. Il vous aiderait ainsi à réaliser plus tôt que prévu un projet d'envergure. Cependant, un aspect négatif de Vénus risque de provoquer quelques discussions animées à ce sujet.

Sagittaire Avec Jupiter toujours influençant une de vos secteurs d'argent, la chance devrait être aujourd'hui à vos côtés. Vous devriez pouvoir équilibrer plus facilement votre budget. Dans quelques cas, Jupiter pourra même avoir pour conséquence une réelle amélioration de votre niveau de vie. Pourquoi, dans ces conditions, ne pas tenter votre chance au jeu ?

Verseau Excellente journée pour étudier de près l'état de vos finances. Vous pourrez faire davantage fructifier vos ressources, en étudiant de nouveaux modes de placement et en prenant quelques risques contrôlés.

Poisson Votre équilibre financier devrait en principe être bon cette fois. Aucune planète ne cherchera à vous déstabiliser sérieusement ; mais, en contrepartie, le Ciel ne vous vaudra pas non plus de protection particulière. Tout ira donc bien si vous gérez sagement votre budget. Mais le ferez-vous ?

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses – Agoè Télèssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLO

Vivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

Re-brand
5th EDITION
YOUR LEADERSHIP

SENAKPON
GROUP



Thème

**DU LEADERSHIP À
LA GOUVERNANCE ET
AUX PERFORMANCES
COMMERCIALES** DANS
LES ORGANISATIONS ET
ENTREPRISES AFRICAINES.



SAM 06
DÉC 2025



9H00-
22H30



HÔTEL 2 FÉVRIER
LOME-TOGO

+228 92860146 / +228 96840249

info@senakpon.com

acheyori
certification

GO AFRICA
online

IPIKAR
CONSULTING

EBA
e-Business Afrique
Détail et la Technologie au service du Développement

ITHOS

SANKOFA
WISDOM PARTNERS

MONOPOLUX

DAGAN
La Femme Togolaise
Magazine

PORTES

LOMEBOUGE INFO
lomebougeinfo.com

EMT

L'économiste
du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo - REC WISDOMTODG

Blitta / lutte contre les violences de genre

L'extension du projet de renforcement de la société civile évaluée

Un atelier bilan des deux phases d'extension du projet « Renforcement de la société civile pour la lutte contre les violences de genre au Togo » s'est tenu, le mardi 23 septembre à Blitta-Gare, pour le compte de la préfecture de Blitta.

Cet atelier est organisé par l'ONG Défis et développement (2D), partenaire d'exécution du projet dans la préfecture, en collaboration avec Plan international Togo. Il a permis d'examiner les réalisations faites de juillet à décembre 2024 et de janvier à septembre 2025, de relever les défis et de tirer des leçons de ces deux périodes de mise en œuvre du projet. Il a aussi été question de relever les forces, les faiblesses et les difficultés rencontrées durant ces extensions intervenues à la veille de la fin initiale du financement du projet qui était prévu le 30 juin 2024. Le projet a permis, entre autres, la mise en place des forums au niveau de l'éducation et de la chambre de métier afin de pérenniser les acquis et le suivi du plaidoyer des enfants et jeunes des communes. Cette initiative a aussi favorisé le renforcement des capacités des mécanismes communautaires de protection de l'enfant sur l'approche « EMPOWER ». Les bénéficiaires ont témoigné des acquis de ces deux phases qui ont contribué notamment, à accroître leurs compétences dans la lutte contre les vio-



lences de genres, dans la prise de parole en public, à réduire les violences faites aux enfants, à l'augmentation des cas de dénonciation des auteurs de violences et à la réinsertion scolaires des filles-mères. Plusieurs difficultés ont été relevée. Au nombre de celles-ci, la réticence de certains parents ou tuteurs à dénoncer les auteurs de violences et la persistance des normes, croyances et pratiques préjudiciable aux droits des enfants surtout des filles. L'insuffisance des ressources financières pour renforcer la lutte est également mentionné. Il est recommandé aux services étatiques, entre autres, la poursuite de la vulgarisation de la loi 2022-020 portant protection des apprenants contre les violences à caractères sexuels dans les établissements et centres d'apprentissage. Les populations

sont, quant à elle appelées à collaborer davantage avec les membres du cadre préfectoral de protection des enfants. Le directeur du projet à Plan international Togo, Badjala Amouda a réitéré le soutien de leur institution aux acteurs impliqués pour l'atteinte des objectifs. Il a encouragé ceux-ci à maintenir la dynamique et leur engagement en faveur de la lutte contre les violences de genre. Le vice-président de l'ONG 2D, Sansang Disamasso a, au nom du président du conseil administration, promis de prendre en compte et de veiller à la mise en œuvre des recommandations pour plus d'impact des actions de protection de l'enfant, de promotion du genre et de la non-violence dans la préfecture. toutes les formes de violences en milieu scolaire, d'apprentissage et dans les familles.

Avec ATOP/SF/MEK/BV

Tone/Trafic illicite des armes à feu

Les acteurs des transports terrestres instruits sur leur implication dans la lutte

Les acteurs du secteur des transports terrestres de la région des Savanes ont été sensibilisés sur leur contribution dans la lutte contre le trafic illicite des armes à feu, lors d'un atelier le mercredi 24 septembre à Dapaong.

La rencontre est organisée par la Commission nationale de lutte contre la prolifération, la circulation et le trafic illicite des armes légères et de petit calibre (CNLPAL). Elle vise à impliquer ces acteurs à la paix et la coproduction de la sécurité à travers la lutte contre le trafic illicite des armes à feu. La rencontre a permis aux participants d'être entretenu sur la « Sécurité routière : garant de la libre circulation des biens et des personnes » et sur « Le secteur des transports et le trafic des armes et autres produits prohibés ». Ils ont été, également, instruits sur les mécanismes de trafic des armes à feu, composants et des Engins explosifs improvisés (EEI). Il s'est agi pour les organisateurs, de les amener à dénoncer et signaler les réseaux de trafic des armes et autres produits prohibés. Il est aussi question pour eux, de créer à terme, une plateforme de partage d'informations entre les acteurs du secteur des transports et les structures compétentes en charge des questions de sécurité. Le



gouverneur de la région des Savanes, Atcha-Dedji Affoh a exprimé sa gratitude à la Commission pour cette démarche qui vient au moment où le pays fait face à des défis majeurs en matière de sécurité, notamment dans la région. Cette rencontre, a-t-il souligné, va donner les outils nécessaires aux conducteurs pour mieux cerner les stratégies de dissimulation utilisées par les trafiquants, ce qui leur permettra de détecter les situations suspectes et les signaler afin de s'intégrer pleinement dans la production de la sécurité dans le pays. Le gouverneur Atcha-Dedji a exhorté les acteurs du secteur des transports à un engagement citoyen accru, à la vigilance et à la collaboration avec les Forces de défense

et de sécurités (FDS) pour identifier les réseaux criminels. « Ici, l'unité d'actions entre les autorités, les FDS et les acteurs du transports est indispensable dans cette lutte », a-t-il déclaré avant d'exprimer sa gratitude au Président du Conseil pour son engagement en faveur de la sécurité dans le pays. Le vice-président de la CNLPAL, Bouarima Inoussa a, pour sa part, fait savoir que plusieurs Etats dont le Togo sont confrontés à une forme de criminalité favorisée par le trafic d'armes qui alimente la violence armée à travers les agressions, les braquages et vols à mains armée tant dans les villes que dans les campagnes.

Avec ATOP/JK/DHK

Premier League

Manchester United a pris sa décision pour l'avenir de Ruben Amorim

Très critiqué par les supporters et les légendes du club mancupien, Ruben Amorim est fragilisé après la nouvelle lourde défaite à Brentford (1-3). À tel point que sa direction a été obligée de répondre aux rumeurs.

Manchester United n'y arrive plus du tout. Comme la saison dernière, et les autres saisons, les Red Devils sont largués au classement et ont déjà concédé trois défaites en six journées de Premier League. Pourtant, il y avait un élan d'espoir après la victoire arrachée contre Chelsea, la semaine dernière, mais la troupe de Ruben Amorim s'est complètement écroulée à Brentford samedi après-midi (1-3). La presse



britannique, les supporters et même certaines légendes du club mancupien ont fracassé le manager portugais. Après la défaite, Ruben Amorim s'est exprimé sur son avenir

et une potentielle rumeur de licenciement. « Je ne m'inquiète jamais pour mon travail, je ne suis pas ce genre de personne. Ce n'est pas ma décision. Je ferai de mon mieux à chaque minute que je passerai ici », a-t-il assuré auprès de la BBC. Alors, quel avenir pour l'ex-manager du Sporting Portugal ? Lui, qui a déjà perdu plus d'un match sur deux depuis sa nomination l'an dernier (17 défaites, 9 victoires, 7 nuls, 1,03 point par match).

Gareth Southgate pour remplacer Ruben Amorim ?

Plusieurs sources anglaises ont affirmé que l'ex-sélectionneur des Three Lions, Gareth Southgate, Oliver Glasner, l'entraîneur de Crystal Palace, et Andoni Iraola, de Bournemouth, étaient déjà dans une shortlist pour le remplacer rapidement. Une information démentie par la direction

mancupienne auprès de la BBC, qui assure que personne n'est pressenti pour reprendre le flambeau. Toujours d'après les informations de la BBC, Ruben Amorim n'a pas à s'inquiéter puisqu'il est toujours soutenu par Sir Jim Ratcliffe et sa direction après la défaite chez les Bees. En effet, l'actionnaire minoritaire Sir Jim Ratcliffe estime qu'il est juste de juger le Portugais sur l'ensemble de la saison avec ce qu'il considère comme être une bonne équipe

depuis le recrutement au dernier mercato. Néanmoins, les spéculations vont continuer en Angleterre, augmentant la pression sur le Portugais avant le match de samedi contre Sunderland, à Old Trafford. Manchester United a récolté 34 points lors des 33 matchs de championnat disputés sous la houlette d'Amorim et n'a toujours pas remporté deux matchs consécutifs. Il y a urgence.

Avec footmercato.net

Le Togo en chiffres

DEVELOPPEMENT ET INEGALITES

	Pays	Afrique subsaharienne
PIB/habitant (FMI, 2023)	1 001 USD	1 680 USD
Classement IDH (PNUD, 2022)	163/193	-
Coefficient de GINI (BM, 2021)*	37,9	-
Part de la population disposant de moins de 2,15 USD par jour (BM, 2021)	26,6%	36,7% (2019)
Taux d'alphabétisation des adultes (BM, 2019)	67%	68%
Nombre moyen d'années de scolarité (NU, 2022)	5,6 ans	6 ans (2022)
Part de l'emploi vulnérable (BM, 2022)	71%	75%
Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (BM, 2020)	39%	51%
APD nette par habitant (BM, 2022)	49 USD	49 USD
Taux d'inclusion financière (BM, 2021)**	49,6%	55,1%

* Le coefficient de Gini est un indicateur permettant de rendre compte du niveau d'inégalité de revenus au sein de la population. Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 100 (inégalité extrême).
** Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus détentrice d'un compte dans une institution financière ou auprès d'un fournisseur de services d'argent mobile.

SANTE ET SECURITE ALIMENTAIRE

	Pays	Afrique
Nombre de médecins pour 1 000 habitants (OMS, 2014-2022)	0,08	0,26
Cas estimés de paludisme pour 1 000 habitants à risques (OMS, 2022)	231	223
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (FAO, 2021-2023)	12,8%	19,9% (2022)

INFRASTRUCTURES

Taux d'accès à l'électricité (BM, 2022)	57,2%	51,4%
Taux d'accès à l'eau potable (BM, 2022)	71%	65%
Taux d'accès aux services d'assainissement de base (BM, 2022)	19%	35%
Classement Africa Infrastructure development index (BAFD, AIDI 2022)	43/54	-
dont Transport index	28/54	-
Taux d'abonnement à la téléphonie mobile (BM, 2022)	74%	89%
Part de la population utilisatrice d'Internet (BM, 2022)	38%	37% (2023)
Indice de performance logistique (BM, 2023)*	2,5	2,5

* L'indice de la Banque mondiale évalue le réseau de services qui soutient le mouvement physique des marchandises à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Il varie entre 1 (performance faible) et 5 (performance élevée).

Classements d'indicateurs de gouvernance

Transparency international 2023	126/180
Mo Ibrahim 2023	22/54
Reporters sans frontières 2024	113/180



Le Togo est le 1^{er} exportateur de soja bio vers l'Union Européenne (UE), avec un volume estimé à 98 747 tonnes en 2023, selon le rapport EU imports of organic agri-food products, Key developments in 2023 (Commission de l'UE).

● Source : tresor.economie.gouv.fr

BIG BOSS
PILS



PILS
la Bière Togolaise
depuis 1964.



PILS *Citron*

**UN ZESTE,
UN MAX DE GOOD
VIBES!**

600*
FCFA

BOUTEILLE

65 CL

65 CL

5,1%

BIÈRE BLONDE DU TOGO

INGRÉDIENTS: Eau, Malt d'orge, Riz, Houblon, Arôme, Edulcorant E954, Anti-Oxydant E320. À consommer de préférence avant le : lire sur la bouteille. Best before: see neck.
N° de consorciataire: +228 80 00 10 10 www.bb1ome.com BOISSONS
RAFRÂCHISSANTES BB1OME SA BP 896, Rep. du Togo.



BB LOMÉ S.A

www.bblome.com

